

La faute à l'Allemagne ?

La tentation risquée de la politique française

Alain Fabre*

» La cause est entendue pour la gauche au pouvoir. Si la France – comme la plupart des Etats membres de la zone euro – subit la récession et le chômage, c'est parce qu'elle ne peut utiliser ses instruments de politique économique pour stimuler la croissance. Privée de sa politique monétaire en raison de son adhésion à l'euro et de sa politique budgétaire par la Commission européenne et l'Allemagne, laquelle est supposée dicter sa volonté à toute l'Europe, la France serait donc condamnée à la spirale de la récession.

Suche nach der richtigen Therapie

Die französische Wirtschaft verliert seit zehn Jahren zunehmend an Wettbewerbsfähigkeit – den zweiten Platz der Industrienationen in Europa nimmt mittlerweile Italien ein. Der Autor macht u. a. die zu hohen Lohnstück- bzw. -nebenkosten in seinem Heimatland und die im Vergleich etwa zu Deutschland zu hohe Staatsquote dafür verantwortlich. Zudem produziert Deutschland mehr als es konsumiert – in Frankreich ist das Gegenteil der Fall.

In dieser Situation seien weder die von der sozialistischen Regierung angestrebte Budgetautonomie noch eine von der Europäischen Union unabhängige Wirtschaftspolitik hilfreich; insbesondere führe die favorisierte keynesianische Politik einer Erhöhung der Staatsausgaben nicht zum Erfolg.

Red.

Paris cherche peu ou prou à reconstituer une autonomie de sa politique économique, n'hésitant plus à mettre en cause directement la marque qu'imprime l'Allemagne sur le cap général de la politique européenne. Mais dans un contexte de véritable décrochage économique français, une altération du moteur franco-allemand, tel qu'il fut conçu sur plusieurs décennies, constitue un facteur

majeur de déstabilisation de la zone euro. Et le poids politique, dont la France jouissait avant la chute du Mur de Berlin, ne vient plus compenser celui que l'économique lui retire.

La zone euro est confrontée à une alternative très binaire : s'intégrer notamment en matière budgétaire, ou se disloquer, l'entre-deux qu'elle pratique n'étant pas tenable à terme. Dès lors qu'on adhère à l'euro, il n'est plus possible de conserver l'autonomie de sa politique économique. Les états-membres, faute d'un système fédéral comme aux Etats-Unis, doivent intégrer, c'est-à-dire unifier, et non pas seulement coordonner leurs politiques économiques comme le voudraient les Français : les uns relancent, les autres réduisent leurs déficits. Comme l'ont montré les crises depuis 2009-2010, par le canal de la solidarité financière ou du risque d'effets domino sur toute la zone par le lien qui existe entre les déficits et les dettes qui finissent dans le bilan des banques, la monnaie unique confère à chacun des Etats la possibilité de lever des impôts chez tous les autres. Cette caractéristique fondamentale donne donc en bonne logique le droit à tous les autres de contrôler la politique budgétaire de chacun d'entre eux. Si la France tient à son appartenance à la zone euro, il lui faut donc renoncer – sauf à déstabiliser l'ensemble de ses partenaires et pas seulement l'Allemagne – à une politique économique d'une

* Alain Fabre est expert économique à la Fondation Robert Schuman et à l'Institut de l'Entreprise.

nature différente de celle des autres. La France a ceci de particulier qu'on ne peut la placer devant l'alternative qui a prévalu pour les pays « périphériques » d'Europe du Sud : réduire les déficits et faire des réformes, ou sortir de l'euro. Cette alternative (qui pourrait devenir à un moment donné un ultimatum) ne peut s'appliquer à la France, puisqu'elle constitue l'un des deux piliers fondamentaux du système. Aucun plan d'aide ne pourrait s'appliquer à une France violemment attaquée par les marchés : l'Allemagne ne pourrait porter seule le poids du système monétaire et financier de la zone euro et le pays qui lui est le plus immédiatement comparable, l'Italie, ne pourrait pas non plus servir de substitut véritable à une France défailante ou refusant de se plier à la norme commune. Une France, dont la dette serait attaquée comme ce fut le cas pour la Grèce ou le Portugal, ou qui refuserait de faire les réformes nécessaires à la compatibilité de sa politique avec celle de ses partenaires, sonnerait probablement le glas de la monnaie unique.

La France de François Hollande le sait et sait que l'Allemagne le sait. D'où la caractéristique très particulière de la « tension amicale » qui sert de cadre aux relations franco-allemandes depuis l'élection présidentielle de 2012. D'où la propension à négocier des délais d'ajustement en contrepartie de vagues promesses de réformes, toujours minorées, toujours repoussées. Les mises au point sèches de François Hollande à l'égard de la Commission, quand elle appelle la France à faire les réformes annoncées, montrent bien le sens très limité de ses engagements.

En croyant défendre ses intérêts, la France les méconnaît au contraire. Car le point le plus critiquable dans la contestation française du fonctionnement de la zone euro est de considérer que la croissance reviendrait, si la politique budgétaire et la politique monétaire pouvaient opérer dans un sens accommodant de stimulation de la demande. Le plus embarrassant est ce que cette vulgate « keynésienne » est reprise en chœur non seulement par le gouvernement français ou par des organismes d'études économiques en France, comme l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE), mais aussi à l'étranger par le Fonds Monétaire International (FMI) voire

l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE). Selon cette conception, la variation de la demande impulsée par un accroissement des dépenses ou du déficit fait augmenter la croissance ; les politiques de réduction des déficits déclenchent le mécanisme inverse qui contracte l'activité et fait monter le chômage.

Prévisions corrigées

Le Fonds monétaire international (FMI) a corrigé en juin 2013 ses prévisions de croissance pour l'Allemagne en 2013 : 0,3 % au lieu de 0,6 % annoncé encore en avril. Ce pessimisme est dû à la faiblesse des investissements et aux incertitudes de la zone euro. Mais le FMI continue à considérer l'Allemagne comme un point de stabilité dans cette zone, avec une consommation robuste et un chômage bas. La croissance allemande pourrait rester en dessous de son niveau potentiel, si les incertitudes dans la zone euro ne sont pas réduites. Berlin pour sa part pense parvenir à son équilibre budgétaire dès 2014.

G. F.

Différences France-Allemagne

La différence de situation franco-allemande provient d'un système productif incapable dans un cas, capable dans l'autre de répondre à la demande intérieure et extérieure en raison de leur différence de dimensionnement. La relance de la demande qu'elle émane du budget français ou du budget allemand n'aurait aucun effet – ou peu – sur la croissance française. Si le gouvernement français augmentait son déficit, les Français achèteraient des voitures allemandes et des écrans plats sud-coréens ; si l'Allemagne relançait ses dépenses, les Allemands achèteraient des *Volkswagen*, pas des *Peugeot*. Parce que le constructeur allemand est à la fois compétitif – rapport qualité-prix – et capable de répondre à un surcroît de demande, pas son compétiteur français.

La France subit un véritable décrochage compétitif depuis dix ans, au point de n'être plus une grande puissance industrielle. C'est l'Italie qui occupe désormais la place de deuxième grande nation industrielle européenne. Dans les années

Visions keynésiennes

Nul ne conteste la valeur du raisonnement keynésien en période de crise, où les politiques qui s'en inspirent font fonction de mécanisme de réassurance par leur caractère contra-cyclique. La France avec 57 % de dépenses publiques (12 points de plus que l'Allemagne), pas un seul budget en équilibre depuis 1974 et des déficits actuels de 4 %, devrait caracoler en tête des palmarès de croissance. Or tel n'est bien sûr pas le cas. Plus encore, en étant contraint de rembourser un endettement aussi important que celui que la France connaît, on obère la capacité d'une économie à financer innovation et investissements (un même euro ne peut pas servir deux fois, une fois à consommer ou investir, une autre fois à rembourser), ce qui place les taux de croissance en zone euro sur une ligne de crête assez faible.

La croissance économique est, contrairement à ce que soutiennent les néo-keynésiens, peu dépendante de la consommation régulée par la dépense publique. Elle dépend avant tout de l'accumulation de capital. C'est l'augmentation du stock de capital qui provient principalement des profits obtenus par les entreprises qui, combinée à la hausse de la productivité des facteurs, permet d'augmenter la production.

La consommation n'est pas l'ennemie de la production ; elle est « bonne », quand elle en est une contrepartie partielle : on consomme ce que l'on a produit, et même moins, si l'on veut augmenter la production future via l'investissement. Le problème français réside dans une consommation essentiellement déconnectée de la production par l'importance de la dépense publique : elle finance une consommation liée à une production fictive. La situation française provient avant tout d'une consommation qui excède sa production ; d'où les déficits. La situation allemande vient d'une production supérieure à sa consommation ; d'où ses excédents.

A. F.

2000, quand le coût unitaire du travail augmentait de 56 % en France, il augmentait de 17 % en

Allemagne. Selon *Rexecode* en 2012, le coût unitaire du travail en France était supérieur de plus de 10 % à celui constaté en Allemagne (35,67 euros contre 32,36). La différence tient principalement aux cotisations employeurs (36 % en France contre 17 % en Allemagne) et au temps de travail (1 600 heures en France, 1 900 en Allemagne). Le système productif français n'accumule pas : dans le secteur industriel manufacturier, l'excédent brut d'exploitation atteignait à la fin des années 2000 117 milliards en Allemagne contre environ 36 milliards en France. Les prélèvements obligatoires opérés sur les entreprises représentent en France 18 % du PIB (record en zone euro) contre 11 % en Allemagne. C'est donc bien la faible aptitude des entreprises françaises à conserver leurs gains de productivité dans leur bilan qui fait leur singularité par rapport aux entreprises allemandes. C'est la cause directe de la faiblesse de la croissance et l'importance du chômage en France.

Si en France, la croissance décroche et le chômage explose et si à l'inverse l'Allemagne peut s'appuyer sur une croissance solide, c'est en raison de leurs choix stratégiques différents : la France gouverne la société par la dépense publique ; face aux crises, son objectif est de sanctuariser les rentes sociales du secteur abrité dont le poids politique représente les deux tiers des suffrages exprimés. Cette sanctuarisation est telle qu'elle peut conduire à consentir à la liquidation de son secteur productif. L'Allemagne fait des entreprises, comme le souligne tant son *Mittelstand* (elle compte 10 000 grandes PME contre 4 000 en France), le cœur de sa performance économique et de l'intégration sociale.

Cette exception ne constitue pas seulement une menace pour la France et le niveau de vie de ses habitants. L'opposition des politiques économiques entre la France et l'Allemagne accroît la vulnérabilité de la zone euro. La zone euro fonctionne selon un double modèle fédéral (BCE, MES) et intergouvernemental (Conseil européen, Eurogroupe), dont le couple franco-allemand est le noyau dur. C'est dire si la tentation d'autonomie française à l'égard de l'euro et du partenariat allemand constitue un facteur de risque de crise, non à la périphérie comme pour les pays du Sud, mais pour son cœur même.